

**DECRET N°2014-0214/P-RM DU 24 MARS 2014
PORTANT NOMINATION DE PREFETS**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°99-035 du 10 août 1999 portant création des Collectivités territoriales de Cercle et de Région ;

Vu la Loi n°2012-005 du 23 janvier 2012 portant modification de la Loi N°93-008 du 11 février 1993 déterminant les conditions de la libre administration des Collectivités territoriales ;

Vu la Loi n°2012-006 du 23 janvier 2012 portant principes fondamentaux de l'organisation administrative du territoire ;

Vu le Décret n°95-210/P-RM du 30 mai 1995 modifié, déterminant les conditions de nomination et les attributions des représentants de l'Etat au niveau des Collectivités territoriales ;

Vu le Décret n°07-142/P-RM du 23 avril 2007 fixant les taux de l'indemnité de représentation et de responsabilité et de la prime de fonction spéciale allouées aux représentants de l'Etat dans les Collectivités territoriales ;

Vu le Décret n°2013-720/P-RM du 05 septembre 2013 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2013-721/P-RM du 08 septembre 2013 portant nomination des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

ARTICLE 1^{er} : Sont nommés en qualité de **Préfets** :

Cercle d'Ansongo :

- Chef d'Escadron **Moussa KONATE** ;

Cercle de Nara :

- Chef d'Escadron **Sayon Kalley TRAORE** ;

ARTICLE 2 : Le présent décret qui abroge les dispositions du Décret n°2011-052/P-RM du 10 février 2011 en tant qu'elles portent nomination du Commandant **Mamadou TRAORE**, en qualité de **Préfet** du Cercle d'**Ansongo**, du Lieutenant-colonel **Aldiouma TRAORE**, en qualité de **Préfet** du Cercle de **Ménaka**, sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 24 mars 2014

**Le Président de la République,
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,
Oumar Tatam LY**

**Le ministre de l'Administration territoriale,
Général Moussa Sinko COULIBALY**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,
Madame BOUARE Fily SISSOKO**

**DECRET N°2014-0215/P-RM DU 24 MARS 2014
DETERMINANT LE CADRE ORGANIQUE DU
CENTRE D'ETUDES ET DE RENFORCEMENT DES
CAPACITES D'ANALYSE ET DE PLAIDOYER
(CERCAP)**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°94-009 du 22 mars 1994 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation, de la gestion et du contrôle des services publics, modifiée par la loi n°02-048 du 22 juillet 2002 ;

Vu l'Ordonnance n°05-026/P-RM du 27 septembre 2005 portant création du Centre d'études et de renforcement des capacités d'analyse et de plaidoyer, ratifiée par la loi n°05-056 du 29 novembre 2005 ;

Vu le Décret n°179/PG-RM du 23 juillet 1985 fixant les conditions et procédures d'élaboration et de gestion des cadres organiques ;

Vu le Décret n°204/PG-RM du 21 août 1985 déterminant les modalités de gestion et de contrôle des structures des services publics ;

Vu le Décret n°2013-720/P-RM du 5 septembre 2013 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n° 2013-721/P-RM du 8 septembre 2013, portant nomination des membres du Gouvernement.

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

ARTICLE 1^{er} : Le Cadre organique (structures et effectifs) du Centre d'études et de renforcement des capacités d'analyse et de plaidoyer est défini et arrêté comme suit :

POSTES	CADRES/CORPS	CAT	EFFECTIF PAR ANNEE				
			I	II	III	IV	V
Directeur	Contractuel (Ingénieur, Economiste, Juriste, Sociologue, Gestionnaire)	-	1	1	1	1	1
Secrétaire	Contractuel (Secrétaire, Assistant de Direction)	-	1	1	1	1	1
Assistant du Directeur	Contractuel (Secrétaire, Juriste)	-	1	1	1	1	1
Standardiste	Contractuel (Secrétaire)	-	1	1	1	1	
Chauffeur	Contractuel	-	1	1	1	1	1
Planton	Contractuel	-	2	2	2	2	2
Manœuvre	Contractuel	-	2	2	2	2	2
Expert Macro-économiste	Contractuel (Statisticien, Economiste, Démographe, Agroéconomiste, Gestionnaire)	-	1	1	1	1	1
Expert en Finances publiques	Contractuel (Statisticien, Economiste, Gestionnaire)	-	1	1	1	1	1
Expert en Développement du Secteur privé	Contractuel (Gestionnaire, Juriste d'affaires, Banquier, Economiste, Ingénieur)	-	1	1	1	1	1
Expert en Développement agricole	Contractuel (Ingénieur Agronome, Ingénieur Agroéconomiste, Ingénieur Zootechnicien, Ingénieur des Eaux et Forêts, Ingénieur du Génie Rural, Ingénieur d'Elevage)	-	1	1	1	1	1
Expert en suivi-évaluation	Contractuel (Ingénieur, Sociologue, Economiste)	-	1	1	1	1	1
Expert en Communication et Plaidoyer	Contractuel (Journaliste, Ingénieur, Sociologue, Communicateur)	-	1	1	1	1	1
Expert en Formation	Contractuel (Journaliste, Ingénieur, Sociologue, Gestionnaire, Economiste)	-	1	1	1	1	1
Assistant de recherche	Contractuel (Economiste, Ingénieur, Gestionnaire)	-	2	2	2	2	2
Documentaliste	Contractuel (Documentaliste, Bibliothéconomiste)	-	1	1	1	1	1
Responsable Administratif et Financier	Contractuel (Economiste, Comptable, Gestionnaire)	-	1	1	1	1	1
Comptable	Contractuel (Comptable, Gestionnaire)	-	1	1	1	1	1
TOTAL		-	21	21	21	21	21

ARTICLE 2 : Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires.

ARTICLE 3 : Le ministre du Plan et de la Prospective, le ministre de l'Economie et des Finances, le ministre de la Fonction publique et le ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 24 mars 2014

Le Président de la République,
Ibrahim Boubacar KEITA

Le Premier ministre,
Oumar Tatam LY

Le ministre du Plan et de la Prospective,
Cheickna Seydi Ahamadi DIAWARA

Le ministre de l'Economie et des Finances,
Madame BOUARE Fily SISSOKO

Le ministre de la Fonction publique,
Bocar Moussa DIARRA

Le ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle,
Mahamane BABY